

La droite dure européenne impose son agenda contre les migrants

L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir en Autriche et en Italie modifie les rapports de force au sein des Vingt-Huit

BRUXELLES - bureau européen

A Strasbourg, où les eurodéputés débattaient, mardi 3 juillet, des résultats du récent sommet européen sur la migration, la droite europhobe et l'extrême droite nationaliste ont rivalisé d'enthousiasme. Pour ces élus, ce conseil a été celui du basculement, marquant la victoire d'une nouvelle alliance populiste, celle des gouvernements italien, autrichien et hongrois – et quelques autres plus discrets – contre « l'axe Paris-Berlin-Bruxelles et ses commissaires », comme l'a dit le Français Nicolas Bay (Rassemblement national, ex-FN). « C'est la renaissance de l'Etat-nation ! », exultait le Britannique Nigel Farage, ancien héraut du Brexit.

Pour des observateurs plus neutres, la tonalité du sommet, censé traiter d'une question pourtant moins prégnante qu'il y a quelques années, car le nombre des arrivées dans l'UE a reculé depuis le pic de 2015, a de fait été déterminée par les courants très conservateurs.

Le nouveau gouvernement italien voulait afficher le changement de régime à Rome, et obtenir un geste de ses partenaires à Bruxelles. Pari réussi, même si l'accord conclu laisse bien des questions sans réponse et si la création de « centres contrôlés » où seraient regroupés les migrants avant leur refoulement (pour les migrants « économiques ») ou leur éventuelle répartition dans l'Union (pour les demandeurs d'asile) indispose.

Une majorité d'Etats membres rechigne par ailleurs à réformer et à uniformiser les règles du droit d'asile – pour assurer une répartition plus juste des candidats dans l'UE – et le règlement de Dublin – afin d'éviter que la charge pèse surtout sur les pays du Sud –, ou encore à alimenter les fonds pour l'aide à l'Afrique.

« VISAGE D'ANGE »

« La situation est délétaire », n'hésite pas à dire Jean-Claude Juncker, le président de la Commission. Sur ces différents points, les Etats ont en tout cas bloqué, depuis 2015, des tex-

tes qui auraient évité la crise politique actuelle. « Il est scandaleux que l'on n'arrive pas à avancer », estime aussi le socialiste allemand Udo Bullmann. Lors du sommet de Bruxelles, Donald Tusk, le président du Conseil européen, n'a même pas mentionné la réforme de Dublin ou la nécessaire solidarité entre les Vingt-Huit.

Au Parti populaire européen (PPE), la prudence est de mise. M. Juncker, qui prône toujours une relocalisation des réfugiés dans toute l'Union en cas de fort afflux, se heurte notamment au Hongrois Viktor Orban, qui a imposé son agenda à l'Union.

Plus que M. Orban, c'est toutefois Sebastian Kurz, le chancelier autrichien, qui s'impose à droite. Cet homme de 31 ans – « qui semble choisir la voie des Orban et Salvini [le ministre de l'intérieur italien d'extrême droite] mais avec un visage d'ange », selon la formule de l'eurodéputé grec Dimitrios Papadimoulis (Syriza, gauche radicale) – avait évoqué il y a quelques semaines le principe de centre de tri des migrants hors de l'UE, dans les Balkans. Idée jugée peu réaliste, mais qui a fini par être adaptée par les autres dirigeants, lesquels évoquent désormais des centres de rétention le long de toutes les côtes méditerranéennes.

Mardi, M. Kurz, dont le pays vient de prendre la présidence tournante de l'UE pour six mois, a indiqué sans surprise que l'Autriche allait privilégier le contrôle des frontières extérieures et une politique d'accueil restrictive. Le jeune chancelier gouverne à Vienne avec l'extrême droite, le FPÖ, et veut faire de la migration « la » priorité de l'UE, avec une approche très sécuritaire résumée dans un document préparatoire à une réunion des ministres de l'intérieur, les 12 et 13 juillet. Vienne assimile une grande partie des migrants à des délinquants en puissance, « particulièrement sensibles aux idéologies privatives de liberté et prônant le crime »... Avant cette réunion, le ministre allemand de l'intérieur, Horst Seehofer (CSU), a prévu de rencontrer son homologue italien Matteo Salvini (Ligue), après avoir parlé jeudi à M. Kurz.

M. Kurz affirme toutefois sa volonté de

préserver l'espace sans passeport de Schengen. Quitte à annoncer ensuite que son pays veut prendre des mesures pour protéger ses frontières avec l'Italie et la Slovénie à la suite

de l'accord sur la politique migratoire conclu, lundi, à Berlin, entre Angela Merkel et ses alliés de la CSU. En réalité, l'espace Schengen est déjà sous pression à la suite de la décision de six pays (France, Allemagne, Autriche, Danemark, Suède et Norvège) de réinstaurer des contrôles à leurs frontières, au moins jusqu'à l'automne.

« PREMIERS RÔLES »

Les derniers événements confirment que le phénomène populiste imprime tout autant sa marque dans le nord de l'UE. Au Danemark, le parti nationaliste DF (Parti populaire) impose sa ligne et les sociaux-démocrates ou les libéraux sont presque parfaitement à l'unisson avec lui. En Suède, les partis conservateurs et sociaux-démocrates tentent, sans succès apparent, de récupérer les électeurs séduits par les Démocrates de Suède et se livrent à une course aux propositions pour durcir les conditions d'accueil.

La France, dont la position est souvent jugée ambiguë par ses partenaires, s'en tient, elle, officiellement à la formule d'Emmanuel Macron, lancée le 23 juin 2017, à Bruxelles : « Nous devons accueillir des réfugiés car c'est notre tradition et notre honneur. » Aujourd'hui, les ONG sont unanimes pour dire que la politique migratoire française n'est pas à la hauteur de ce propos. La Cimade chiffre les « non-admissions » à 85408 en 2017 (+ 34 %). « La France semble vouloir jouer les premiers rôles dans cette compétition désastreuse » de fermeture des frontières, dénonce l'association.

Des proches de M. Macron indiquent que la France n'a pas d'autre choix que d'afficher sa fermeté si elle ne veut pas être confrontée à un afflux massif. « Tout le monde tombe sur le dos de Gérard Collomb [le ministre de l'intérieur] et de sa loi, mais la vérité, c'est qu'il est à gauche de l'opinion aujourd'hui », insiste un membre du gouvernement. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS
(AVEC NOS CORRESPONDANTS)

Eric Fournier, l'ambassadeur de France qui admirait trop Orban

Emmanuel Macron a dû désavouer l'ex-diplomate en chef français à Budapest, prompt à tresser des louanges au dirigeant hongrois

VIENNE - correspondant

Son franc-parler et un certain goût pour la provocation font de longue date d'Eric Fournier, 59 ans, une figure pour le moins discutée de la diplomatie française. Ce passionné de saxo se retrouve de nouveau au centre d'une polémique : le représentant de la France en Hongrie peut-il paraître reprendre à son compte les positions du très autoritaire et xénophobe homme fort du pays, Viktor Orban ?

L'affaire a éclaté avec la publication par *Mediapart* du contenu d'une note diplomatique, rédigée le 18 juin, par cet ambassadeur en poste à Budapest depuis trois ans. Dans cette analyse, il lave le dirigeant hongrois de toute accusation d'antisémitisme, fustigeant en revanche la « *presse française et anglo-saxonne* », soupçonnée de vouloir détourner l'attention du « *véritable antisémitisme moderne* », celui des « *musulmans de France et d'Allemagne* ». Cet antisémitisme d'Orban ne serait à l'en croire qu'un « *fantasme de journalistes étrangers* » qui devraient, au contraire, saluer, selon lui, un « *modèle* » à suivre pour sa « *gestion des mouvements migratoires illégaux* ».

Interrogé sur l'argument lors d'une conférence de presse au sommet européen des 28 et 29 juin à Bruxelles, Emmanuel Macron a eu une réaction très dure, clamant que ces propos « *ne correspondent en rien à la position française* ». « *Il s'agit d'une note dont la nature est confidentielle* », a précisé le chef de l'Etat, soulignant que l'on ne peut sanctionner un diplomate parce qu'il écrit ce qu'il pense au risque « *de créer un délit d'opinion au sein de la fonction publique* ». Mais de préciser, dans la foulée, que « *si la preuve m'est donnée que cette parole a été tenue publiquement, cet ambassadeur sera révoqué* ».

« Même les choses qui fâchent »

Depuis déjà des mois, les prises de position d'Eric Fournier suscitaient un certain malaise au sein du ministère des affaires étrangères. Son départ était prévu pour le mois de juillet et sa successeuse, Pascale Andréani, a

L'AMBASSADEUR S'ETAIT LANCE EN 2017, LORS D'UN COLLOQUE, DANS UNE INTERVENTION SUR LE « CANCER » QUE REPRESENTAIENT SELON LUI L'ISLAMISME MAIS AUSSI L'ISLAM

reçu l'agrément des autorités hongroises depuis la mi-mai.

« *Le rôle d'un ambassadeur est de dire les choses, même celles qui fâchent et peuvent déplaire, dans ses télégrammes qui n'ont pas vocation à être rendus publics* », relève un diplomate. Il se trouve, en revanche, tenu à un certain devoir de réserve quant à l'expression de ses propres opinions, et à défendre en public un point de vue qui ne contredit pas celui du gouvernement.

Or, Eric Fournier n'a jamais dissimulé sa fascination pour l'homme fort de Budapest. Il n'hésite pas, comme dans ce télégramme, à le comparer « *à un Real Madrid du monde politique* », pour ses trois victoires électorales successives remportées haut la main avec les deux tiers des suffrages. Qu'importe si le premier ministre hongrois est épinglé par l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et les Nations unies pour ses entorses à l'Etat de droit et ses dérives autoritaires.

« *Viktor Orban a montré sa capacité à anticiper nombre des défis auxquels les pays européens doivent faire face et qu'ils refusent de voir, avant, souvent, de suivre un ou deux ans plus tard son exemple* », expliquait volontiers Eric Fournier au gré de ses conversations avec ses homologues ou avec des journalistes. Alors que d'autres ambassadeurs en poste à Budapest, comme ceux du Canada ou de la Suède, prennent le risque de dénoncer publiquement les atteintes aux libertés en Hongrie, Eric Fournier reste plus discret, même si le

représentant de la République française n'a pas hésité, plusieurs fois, à critiquer le gouvernement ou la presse progouvernementale pour leurs attaques contre des opposants.

« Le plus fou »

Le désormais ex-ambassadeur de France à Budapest n'en a pas moins souvent reconnu partager certaines des préoccupations de Viktor Orban sur les dangers menaçant l'Europe. Lors d'un colloque organisé par l'Institut français de Budapest et par l'Académie des sciences hongroise, en octobre 2017, sur le thème « *Femme et science* », l'ambassadeur s'est lancée dans une intervention enflammée sur le « *cancer* » que représentent l'islamisme mais aussi l'islam. « *Il a cité le mot cancer plusieurs dizaines de fois en une intervention de dix minutes* », raconte un témoin médusé.

Docteur en lettres modernes, diplômé de l'Institut national des langues et civilisations orientales en ourdou et en hindi, Eric Fournier avait passé le Concours d'Orient en 1987 pour rentrer au

Quai d'Orsay. Une carrière sans histoires qui le mène d'Islamabad à Téhéran, New Delhi, Moscou, puis aux Nations unies, à New York. Son premier poste d'ambassadeur est à Tbilissi, où il arrive quelques mois avant la guerre russo-géorgienne de l'été 2008. « *C'est un personnage brillant mais fantasque et changeant* », soupire un haut fonctionnaire géorgien. Mikheil Saakachvili, l'ancien président réformiste géorgien, n'hésitait pas à le présenter, en plaisantant, comme « *l'ambassadeur le plus fou* » de la capitale géorgienne. Un compliment dans sa bouche.

Eric Fournier s'est ensuite rapproché du leader de l'opposition, le milliardaire et oligarque Bidzina Ivanichvili qu'il a aidé à obtenir la nationalité française. En 2011, le diplomate revient à Paris et prend la direction de l'Europe continentale au Quai d'Orsay, avant de partir quatre ans plus tard pour Budapest. Cette fois, il rentre au ministère sans nouvelle affectation. ■

BLAISE GAUQUELIN
ET MARC SEMO (À PARIS)

De l'accueil au refoulement, la mue contrainte de Merkel

La chancelière a cédé progressivement à ses détracteurs depuis 2015

BERLIN - correspondant

Pour une fois, les conservateurs bavarois de l'Union chrétienne-sociale (CSU) sont satisfaits. «*Nous nous sentons renforcés*», s'est félicité Alexander Dobrindt, le chef de file des députés CSU au Bundestag, mardi 3 juillet, au lendemain de l'accord arraché par son parti à l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel. Après trois semaines d'un bras de fer sans précédent entre les deux «partis frères» de la droite allemande, le ministre de l'intérieur et président de la CSU, Horst Seehofer, a obtenu de la chancelière ce qu'il voulait : le refoulement des demandeurs d'asile arrivant en Allemagne et déjà enregistrés dans un autre pays européen. En attendant d'être expulsés, ceux-ci seront transférés dans des «centres de transit» près de la frontière autrichienne. Un accord dont le Parti social-démocrate (SPD) doit dire, jeudi soir, s'il peut l'accepter, mais dont le secrétaire général de la CSU, Markus Blume, a déjà affirmé qu'il marquait «un tournant dans la politique d'asile» de l'Allemagne.

Un tournant ? La réalité est plus compliquée. La période pendant laquelle l'Allemagne a été pleinement ouverte aux demandeurs d'asile n'a en fait duré que deux mois. Elle a commencé le 5 septembre 2015, quand M^{me} Merkel a décidé de laisser entrer les milliers de réfugiés arrivant d'Autriche après avoir été bloqués en Hongrie. Elle s'est achevée le 13 novembre 2015, quand la chancelière a annoncé que l'Allemagne allait de nouveau appliquer les accords de Dublin, qui obligent les migrants à déposer leur demande d'asile dans le pays de l'UE où ils sont arrivés en premier.

Toujours plus de fermeté

Cette décision a d'emblée été perçue comme une rupture. En promettant d'appliquer les accords de Dublin, qu'elle n'avait cessé de qualifier d'«*obsolètes*» les semaines précédentes, la chancelière cherchait à dissuader les réfugiés passés par un autre pays européen – la majorité d'entre eux – de rejoindre l'Allemagne, ceux-ci étant désormais prévenus qu'ils risquaient de se faire expulser.

Les décisions prises par la suite allèrent toutes dans le même sens : montrer qu'en matière de politique migratoire, l'heure était désormais à toujours plus de fer-

meté. Le 25 février 2016, le gouvernement fit ainsi adopter un projet de loi durcissant drastiquement les conditions du regroupement familial. Le 18 mars 2016, l'UE signait avec la Turquie un accord qui prévoyait notamment que les «migrants irréguliers» arrivant en Grèce pourraient être refoulés en Turquie. Un texte dont M^{me} Merkel fut l'une des plus ardues promotrices et qui contribua à faire significativement baisser les flux migratoires en provenance du Moyen-Orient : alors que près de 200 000 migrants avaient gagné les îles grecques entre décembre 2015 et février 2016, ils n'étaient plus que 3 500 sur la

« N'EST-CE PAS UN PUR RENIEMENT ? », LUI DEMANDA UN JOUR UN JOURNALISTE. « HIER, C'ÉTAIT HIER », RÉPONDIT LA CHANCELIÈRE

même période un an plus tard.

La parenthèse ouverte à la fin de l'été 2015 était donc déjà largement refermée. Le gouvernement lui-même revendiquait cette rupture. «*Ce que nous faisons aujourd'hui est tout le contraire de la politique des frontières ouvertes de l'an passé*», déclarait ainsi Sigmar Gabriel, alors ministre de l'économie et président du Parti social-démocrate (SPD), au printemps 2016. De son côté, la chancelière s'efforça de corriger son image, afin de montrer que ses priorités avaient changé. «*Si nous devons commencer à nous excuser de montrer un visage amical à des gens en situation de détresse, alors ce n'est plus mon pays*», avait-elle affirmé, le 15 septembre 2015.

«*Nous avons besoin d'une mobilisation nationale pour que les demandeurs d'asile déboutés soient reconduits à la frontière*», déclarait-elle un an plus tard. «*Il ne reste plus grand-chose du "visage amical" dont parlait Merkel pendant la crise des réfugiés*», analysait l'hebdomadaire *Die Zeit*, le 7 décembre 2016. Deux mois plus tôt, la chancelière avait annoncé qu'elle n'emploierait plus sa formule «*Wir schaffen das*» (nous y arriverons), tant critiquée par ses contempteurs depuis la première fois

qu'elle l'avait utilisée, le 31 août 2015.

Un nouveau pas fut franchi après les élections législatives du 24 septembre 2017, marquées par l'élection de 92 députés du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD). Jusque-là, la chancelière avait toujours refusé d'accéder à la principale demande de la CSU depuis 2015 : la fixation d'un «*plafond*» (*Obergrenze*) au nombre de réfugiés susceptibles d'être accueillis chaque année outre-Rhin.

« La logique des extrêmes droites »

«*Sur la question du plafond, ma position est claire : jamais je ne l'accepterai*», avait-elle assuré, le 16 juillet 2017. Le 9 octobre 2017, elle signait pourtant avec M. Seehofer un accord limitant à 200 000 le nombre annuel de demandeurs d'asile – exactement le seuil réclamé par le futur ministre de l'intérieur. Le mot «*plafond*» ne figurait pas dans l'accord, mais personne n'était dupe. «*N'est-ce pas un pur reniement ?*», lui demanda ce jour-là un journaliste. «*La question est légitime*», admit la chancelière, avant d'ajouter : «*Hier, c'était hier...*»

Cet épisode apparaît rétrospectivement comme fondateur. De l'automne 2015 à l'automne 2017, M^{me} Merkel était assez forte pour résister à l'aile droite de sa majorité. Depuis, elle n'en a plus les moyens. Son bras de fer avec M. Seehofer sur les expulsions de demandeurs d'asile enregistrés dans un autre pays de l'UE ne fait que répéter – dans sa dramaturgie – celui d'il y a quelques mois sur le «*plafond*». Dans les deux cas, la chancelière a cédé, sur l'essentiel, aux exigences de la CSU.

Cette fois, les réactions sont toutefois beaucoup plus sévères qu'il y a quelques mois. «*Le prix payé pour la préservation de l'alliance CDU-CSU est trop élevé. [Merkel] suit désormais la logique des nouvelles extrêmes droites*», s'indignait, mercredi matin, le quotidien *Süddeutsche Zeitung*. Un constat partagé, y compris par l'AfD. «*Nous avons finalement réussi à ce que M^{me} Merkel fasse ce qu'elle avait toujours refusé : créer des centres pour demandeurs d'asile et refouler à la frontière les migrants illégaux*», se sont félicités, mardi, Alexander Gauland et Alice Weidel, les deux coprésidents du groupe AfD au Bundestag. Jamais, depuis 2015, l'extrême droite n'avait ainsi salué une décision de M^{me} Merkel. ■

THOMAS WIEDER